



CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE L'ALLIER

Association Loi 1901

Maison des Associations
Rue des Ecoles
03500 CHATEL-DE-NEUVRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021



CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE L'ALLIER

Association Loi 1901

Maison des Associations
Rue des Ecoles
03500 CHATEL-DE-NEUVRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE L'ALLIER, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.



III. Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Clermont-Ferrand, le 30 juin 2022

Le commissaire aux comptes
implid Audit

Thibault CHALVIN
Associé

CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS ALLIER

- CEN Allier -

Rue des écoles

03500 CHATEL DE NEUVRE

ANNEXE

Exercice comptable: **2021**

Période concernée : **01/01/2021 au 31/12/2021**

Durée de l'exercice: **12 mois.**

Règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluations ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes de comptes annuels :

- amortissements :
 - ils sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage,
- Productions immobilisées :
 - Les charges de personnel et de structure sont valorisées au coût journalier environné.
 - Les charges directes sont suivies par la comptabilité analytique.

Changement de méthode comptable

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Postes impactés, par l'incidence de la première application du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice et comparabilité des comptes 2020 avec les comptes 2019.

- Actif : Néant
- Passif : Reclassement des compte #1026 au #131
- Compte de résultat : Néant »

Informations générales

Objet social :

L'association a pour objet de contribuer à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel en particulier sur le département de l'Allier et espaces limitrophes.

L'association met en œuvre des programmes liés à cet objet sur les sites abritant un patrimoine naturel dont elle a obtenu la gestion par achat, dons, legs, location ou convention avec le propriétaire, qu'il soit personne physique ou morale.

L'association peut s'engager dans l'accompagnement des politiques publiques (Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles ...) et la participation à la gestion de milieux mis en protection par des mesures réglementaires (réserve naturelle, arrêté de biotope, etc...).

L'éducation populaire, la contribution à la cohésion territoriale et le développement durable font partie des objectifs de l'association.

Règles et méthodes comptables : Règlement ANC 2018-06, applicable au 1er janvier 2020

Les subventions d'investissement accordées par les financeurs pour financer les acquisitions de terrains sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06, applicable au 1er janvier 2020.

Les terrains acquis à l'aide des subvention d'investissements accordées par les financeurs, sont, en application des statuts du CEN, irrévocablement destinées à être préservés et ne sont donc théoriquement aliénables qu'au profit d'entités sous le même statut, étant précisé qu'aucune cession ou transfert de terrain à une autre entité n'a jamais été réalisé par le CEN ALLIER.

La durée d'inaliénabilité des terrains étant de ce fait non limitée et indéterminée, les subventions d'investissements ne sont pas amorties.

Engagements et informations financières

Néant.

Notes particulières sur l'ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :

Valeurs brutes	à l'ouverture	augmentation	diminution	à la clôture
Immo. Incorporelles	175 853 €	128 362 €		304 215 €
Immo. corporelles	659 798 €	141 193 €	11 553 €	789 438 €
Immo. Financières	2 959 €	500 €	750 €	2 709 €
total	838 610 €	270 055 €	12 303 €	1 096 362 €

Amortissements	à l'ouverture	augmentation	diminution	à la clôture
Immo. Incorporelles	141 084 €	98 870 €		239 954 €
Immo. corporelles	195 933 €	115 534 €	11 353 €	300 114 €
Immo. Financières	0 €	0 €		0 €
Total	337 017 €	214 404 €	11 353 €	540 068 €

Les immobilisations incorporelles et corporelles intègrent les études et travaux menées dans le cadre de projets financés par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, le Département de l'Allier, le FEDER Loire, la Fondation Nature et découverte, la Fondation du Patrimoine CERF, l'Office Français de la Biodiversité. Elles sont amorties sur deux ans.

Etat des créances

Montant par poste	Montant brut	moins d'1 an	plus d'1an
Actif immobilisé	1 096 363 €	1 096 363 €	0 €
Actif circulant	1 862 725 €	1 862 725 €	0 €
total	2 959 088 €	2 959 088 €	0 €

Charges constatées par avance et Produits à recevoir

	Montant
Charges constatées par avance #486	4 558 €
Facture à établir #418	2 248 €
Produits à recevoir Archignat #4187000	3 677 €
Produits à recevoir et subventions à recevoir #4417 et #4487	1 501 769 €
total	1 512 252 €

Notes particulières sur le PASSIF

Provisions

Provisions	à l'ouverture	augmentation	diminution	à la clôture
Prov. Risque créances impayées	7 187 €	35 667 €		42 854 €
indem. de fin de carrière (IFC)	28 783 €	7 665 €		36 448 €
Comité d'établissement	2 245 €	579 €		2 824 €
total	31 028 €	8 244 €	0 €	82 126 €

Provision risque créances impayées

- Abandon potentiel -> Provision 100 % : pour les décomptes anciens (antérieurs à 2019) ou sur lesquels nous aurons du mal à relancer le partenaire, soit 19 050 €
- Provision pour risque FEDER décompté & FEDER-FEADER non encore décompté (mais réalisé sur années 2020-21) -> Provision 20%, soit 16 496 €
- Provision pour risque autre -> 10% : décomptes moins anciens non honorés (2019-2020) soit 121 €

Indemnités fin de carrière (IFC)

Les hypothèses retenues pour le calcul de la Provision IFC sont :

- Départ à la retraite à 62 ans
- Rotation du personnel : 7 % Constant
- Progression de salaire : 1.01%
- Table de mortalité utilisée INSEE 2016-2018
- La méthode de calcul retenue Retrospective Prorata Temporis
- taux d'actualisation : 0.98 %

Projets associatifs

Projets	à l'ouverture	augmentation	diminution	à la clôture
Acquisitions	80 034 €			80 034 €
Pérennisation	10 775 €			10 775 €
Réserve financière	20 000 €			20 000 €
Communication	27 000 €			27 000 €
total	137 809 €	0 €	0 €	137 809 €

Fonds dédiés

Fonds dédiés	Fonds à engager début exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager fin exercice
Contrat N2000 trvx Busset Laprugne	10 354 €	10 354 €		0 €
Contrat N2000 travaux Régemortes	12 512 €	8 093 €		4 419 €
CT Val Allier sites historique	15 824 €	13 954 €		1 870 €
CT Val Allier sites érodables	15 900 €	15 900 €		0 €
CT Val Allier forêts alluviales				0 €
CT Val Allier accompagnement cellule dynamique fluviale	5 214 €	4 393 €		821 €
CT Val Allier milieux ouvert&agropastoraux	6 230 €	6 230 €		0 €
CT Val Loire - animation	12 703 €	12 703 €		0 €
CT Val Loire - diagnostic	1 261 €	1 261 €		0 €
Sylvae	5 925 €	5 925 €		0 €
Mes. Compensatoires gorges Sioule Roc Armand	2 940 €	1 146 €		1 794 €
Mise en œuvre Plan d'action cistude	9 967 €	7 751 €		2 216 €
Plan d'action cistude - Animation	1 990 €	1 990 €	1 854 €	1 854 €
Plan d'action cistude - Conservation	3 003 €	3 003 €		0 €
Plan d'action chiroptères - Protection	5 310 €	4 119 €		1 191 €
Plan d'action chiroptères - Sensibilisation	2 904 €	1 625 €		1 279 €
Plan d'action sonneurs	959 €	959 €		0 €
Acq. & restauration Allemagnes	7 656 €		20 135 €	27 790 €
Restauration ZH Belon			5 508 €	5 508 €
Acq. & restauration Vauvernier	1 330 €	350 €	4 272 €	5 252 €
Plan d'action Pies-Grièches tête rousse	17 617 €	5 586 €	12 960 €	24 991 €
Suivi & protect. Gomphes Loire	8 700 €	8 700 €		0 €
Mes. Compensatoires contournement Varennes	219 108 €	23 711 €	49 121 €	244 517 €
RNR Val Loire Bourbonnais	2 357 €	2 357 €	16 787 €	16 787 €
Contribution élaboration atlas de biodiversité CMN Co	0 €		77 191 €	77 191 €
Cellule d'assistance technique ZH	0 €		3 736 €	3 736 €
Plan action quinquennal CENs	5 000 €	5 000 €	6 563 €	6 563 €
Convention Coop Bocage Bourb.	0 €		87 500 €	87 500 €
Convention Coop Moulins Co			43 216 €	43 216 €
Mécénat Bransat	2 500 €	1 446 €		1 054 €
total	377 262 €	128 108 €	328 840 €	559 547 €

Etat des dettes

Montant par poste	Montant brut	moins d'1 an	Plus d'1 an
Emprunt	15 202 €	6 307 €	8 895 €
Cession de créances Dailly	120 953 €	120 953 €	
Avances financières	8 452 €	8 452 €	
Fournisseurs	35 599 €	35 599 €	
Immobilisations	12 928 €	12 928 €	
Dettes sociales	125 496 €	125 496 €	
Dettes fiscales	11 391 €	11 391 €	
Autres dettes	8 974 €	8 974 €	
Comptes de régularisation	116 063 €	116 063 €	
Total	455 057 €	446 162 €	8 895 €

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues #408	10 966 €
Charges à payer fiscales et sociales #428 et #438	75 072 €
Charges à payer #4686	8 973 €
Total	95 011 €

Détail des comptes de régularisation

Comptes de régularisation ACTIF

PRIMAGAZ - abonnement		15 €
QUADIENT		277 €
CM-CIC loc téléphone		243 €
TOMACOM		2 679 €
ARESTE - antivirus		134 €
ARESTE - parefeu		183 €
ARESTE - garantie serveur		561 €
ORANGE - portable		26 €
ORANGE - fixe pro		59 €
LA MONTAGNE		67 €
FEDERATION CEN		314 €
Total	0 €	4 558 €

Comptes de régularisation PASSIF

	Charges à payer	Produits constatés par avance
DDT 03 animation N2000 Basse Siole		15 000 €
DREAL animation N2000 Etangs Sologne Bourb		14 727 €
DDT 03 animation N2000 Val d'Allier		13 236 €
DDT 03 animation N2000 Val de Loire		6 938 €
ONF N2000 milieux ouverts Colettes		4 815 €
ONF N2000 milieux ouverts Prieuré		1 791 €
ONF N2000 milieux ouverts Tronçais		3 799 €
CD 03 Mesures compensatoires Vesvres		13 109 €
ENS coteaux Sainte Foy et Bagnettes		7 605 €
CC ST POUCAIN SIOULE ENS coteaux Gannat		30 311 €
SMMM Etude Chossières		4 733 €
Total	0 €	116 063 €

Détail des dettes sociales

Rémunérations dues	Montant
SALAIRES NETS	-675€
total	-675€
Organismes sociaux	Montant
URSSAF	39 968€
AG2R	4 485€
CRI PREVOYANCE	1 461€
HARMONIE MUTUELLE	1 047€
COMITE D'ETABLISSEMENT	2 824€
total	49 785€
Taxes dues sur rémunérations	Montant
TAXE SUR LES SALAIRES	10 748€
PRELEVEMENT A LA SOURCE	643€
UNIFORMATION	4 238€
total	15 629€
Dettes congés payés	Montant
DETTES POUR PROVISION CONGES PAYES	50 480€
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	21 668€
REMBOURSEMENT INDEMNITES CPAM	2 924€
total	75 072€
total général	139 811€

Autres informations

Crédit bail informatique

	total prélevé à l'ouverture	prélèvements 2021	total prélevé à la clôture
FRANCE FINANCE	38 516,78€	1 976,40€	40 493,18€
RESALEASE	1 772,04€	705,60€	2 477,64€
total	40 288,82€	2 682,00 €	42 970,82€

Effectifs moyen

	2021
Non cadre	11,02
Cadre	5
total	16,02

Remarques